

avoir dévoré la protectrice, le colosse germain pourrait bien vouloir porter la dent sur les protégés, de là cette évolution de la presse étrangère et ce revirement tardif en faveur de la noble vaincue.

Nous laisserons-nous prendre à ces protestations cafardeuses, accueillerons-nous ces avances hypocrites dictées par la peur? Ah! par-ma foi, la leçon a été rude, et j'aime à croire qu'elle nous profitera. Nos douloureuses épreuves auront au moins appris à nos futurs hommes d'Etat ce qu'est l'amitié en politique.

Sunt verba et voces protereaque nihil.

Mais que l'Europe se rassure!

Un peuple qui se lève tout entier pour défendre son indépendance, un peuple qui, à l'appel de la patrie en danger, a juré de dépenser son dernier écu, de sacrifier son dernier homme avant de courber le genou devant l'envahisseur, un peuple où tous les partis, royalistes, républicains, orléanistes, sont confondus dans une seule pensée, chassera l'étranger; ces 40 millions d'hommes unis dans un sublime élan ne sauraient être vaincus! nos glorieux ancêtres ont sauvé la Gaule en écrasant les Huns d'Attila dans les plaines de Châlons; la France sauvera l'Europe en écrasant sous les murs de Paris les hordes vaincues de Guillaume le Germain.

Sommes-nous donc si bas qu'il faille sonner le glas des funérailles?

Depuis bientôt quatre mois, les Prussiens sont en France; la plus lâche des capitulations leur a livré, à Sedan, cent mille hommes, quatre cent pièces d'artillerie, un matériel immense; une trahison unique dans les pages les plus honteuses de l'histoire des nations leur donne Metz, notre rempart, les débris de nos armées, nos suprêmes ressources, et malgré ces coups inouïs que font les vainqueurs? Comment ont-ils profité de ces chances inespérées qu'ils ne pouvaient prévoir même dans leurs calculs les plus audacieux? Ils ont pris Strasbourg, mais Paris est debout, ils ont ravagé des villes ouvertes, brûlé des villages inoffensifs, mais la France? La France, d'abord attérée, s'est redressée sous l'outrage; forte de l'amour de ses enfants, en deux mois elle a créé des canons, forgé des armées, et frappant du pied le sol sacré en a fait sortir un million d'hommes jeunes, forts, résolus, prêts à tous les sacrifices pour épargner une souillure de la mère-patrie, et derrière ce million de combattants, un autre encore qui se lève pour venger les premiers s'ils tombent sous la mitraille!

La Prusse a mis quatre mois à venir sur la Loire. Eh bien! écoutez ceci: Le 8 octobre 1806, l'armée française se concentre à Ramberg; le 14 octobre, elle écrase la Prusse à Jena et à Auerstaedt.

Le 28, elle a fait son entrée triomphale à Berlin. Le 8 novembre, traversée de l'ouest à l'est; de Mayence à Koenigsberg; ses places fortes, Magdebourg, Spandau, Sustrin, Stettin, conquises. La Prusse cesse d'exister. Un mois avait suffi pour l'anéantir. Et nous, les fils de ces grands vainqueurs, nous serions vaincus à notre tour, parce qu'il a plu à un lâche de rendre son épée à Sedan, à un misérable de livrer pour de l'or son armée et Metz la vaillante! parce qu'il s'est trouvé un ramassis de valets et de courtisans vendant les armes de nos arsenaux, pour défrayer les orgies impériales!

Encore une fois, que l'Europe se rassure. La France était endormie; les cris de ses filles insultées ont secoué son lourd sommeil. A son tour de jeter son épée dans la balance, en répétant le vieux cri gaulois: Malheur aux vaincus! — J. N.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

On lit dans le *Nouvelliste de Rouen*:

Les communications entre Paris et la province sont assez difficiles de toutes manières; en effet, les dépêches arrivées au gouvernement le 9 lui ont appris que du 31 octobre au 8 novembre, aucun des pigeons n'y est parvenu. On ne sait si c'est aux oiseaux de proie ou aux tempêtes qu'il faut attribuer ce fait.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement a essayé aussi d'envoyer par les routes ordinaires un certain nombre de messages, mais bien peu ont pu traverser les lignes prussiennes et porter jusqu'au général Trochu les communications de M. Gambetta.

Tous les postes prussiens autour de Paris sont reliés entre eux par un système de fils de fer communiquant avec des sonnettes électriques. Ces fils, tendus pour ainsi dire à ras de terre et très-difficiles à déconvoier pour celui qui n'est pas prévenu, donnent l'éveil, par un carillon, aux deux postes les plus voisins; de façon qu'il est bien difficile qu'un malheureux ainsi dénoncé, sans qu'il s'en doute, échappe aux poursuites des cavaliers qu'on envoie aussitôt à sa recherche.

Il y a quelques jours, un voyageur parti de Tours était arrivé à Breigny, à huit lieues de Paris, mais là il fut capturé par les uhlands qui lui firent partager la grange où ils couchaient; cette grange était remplie de soldats ennemis; l'un d'eux couchait en travers de la porte. Comme bien vous pensez, notre voyageur ne dormait pas.

Pendant la nuit, le Prussien qui était devant la porte s'éveilla, et, forcé d'aban-

donner son poste, appela l'un de ses compagnons pour le remplacer. Sans attendre sa réponse, il partit à l'aveugle, et se sauva. Celui-ci se glissa sans bruit au milieu de ses gardiens ennemis, et parvint à s'échapper. Il est revenu à Tours.

Malheureusement un grand nombre de ceux qui ont tenté la même aventure ont été immédiatement garrottés, traduits devant un conseil de guerre et passés par les armes.

On a dit que M. de Fonvielle a donné à Louvain une conférence au profit de l'ambulance louvaniste. Voici quelques détails, malheureusement peu édifiants publiés par le *Journal de Louvain*, sur cette ridicule conférence:

Le soir, M. de Fonvielle a donné, au profit de l'ambulance louvaniste, une conférence publique sur le siège de Paris, les bonnes dispositions de ses habitants et sur la tactique des Prussiens. Il a dit qu'on a encore pour trois mois de vivres, et que bientôt l'armée de Paris montrera si les Français savent vaincre ou mourir. Une foule nombreuse assistait à cette conférence.

Nous lisons, d'autre part, dans le *Journal de Bruxelles*: « Une des questions posées par M. de Fonvielle aux personnes qui l'avaient aidé à descendre, était de savoir qu'elle était l'opinion publique en Belgique, si notre pays allait bientôt proclamer, lui aussi, la République universelle. Le hasard a voulu que l'aéronaute a pu prendre ses renseignements successivement à des catholiques et à des libéraux. L'unanimité avec laquelle on lui a répondu de toutes parts aurait dû le dissuader d'essayer la conférence qu'il a voulu donner le soir même à Louvain. Mais comme il s'agissait de faire profiter l'ambulance française du droit d'entrée à la salle, quelques habitants sont parvenus à obtenir de notre ville la salle du *Café des Quatre-Nations*, et ont aidé M. de Fonvielle à réaliser son programme.

Donc, à 8 1/2 heures du soir, au *Café des Quatre Nations*, M. de Fonvielle est monté sur le tréteau et a commencé son homélie aux citoyens belges. Il a dit que la France n'avait que trois ennemis: Napoléon, Guillaume et de Bismark. La Prusse a débarrassé son pays du premier, et c'est aux républicains du monde entier de débarrasser la société des deux autres.

Les nombreuses marques de désapprobation, venant de tous les coins de l'auditoire improvisé dans la salle, ont engagé l'orateur de Belleville à ne pas développer son thème. Il s'est offert alors à répondre aux questions qui lui seraient posées. Mais quand on l'a interrogé sur la garnison de Paris, sur les projets du gouvernement, les réponses ont été érudites par de sinistres subterfuges, que le public a fini par hausser les épaules. Voici quelques échantillons du style oratoire de M. de Fonvielle: Les Prussiens avaleront les Prussiens, baïonnette comprise! Paris présente un aspect anticipé de ce que sera la sociale. Les pauvres, qui n'avaient rien quand les riches possédaient tout, sont aujourd'hui rationnés et nourris dans la même proportion que les riches, etc., etc.

Pendant ces bruyantes tirades, que n'émoussait pas le moindre soin d'élocution, MM. les citoyens belges, peu respectueux, finirent par s'ennuyer et quittèrent peu à peu la salle. M. de Fonvielle jugea prudent de conclure et de lever la séance. Le seul résultat matériel en sera le droit d'entrée perçu au profit de l'ambulance.

M. Victorien Sardou qui est allé à Marly pendant les négociations pour l'armistice, y a appris que depuis 15 jours on avait enterré dans la chaux-vive environ 3,000 Prussiens morts de la petite vérole.

Les journaux de Berlin annoncent la formation d'un nouveau corps d'élite qui est prêt à partir pour le théâtre de la guerre. Ce sont les bataillons de réserve de chasseurs, qui, outre les volontaires, se composent principalement de forestiers expérimentés, qui sont d'excellents tireurs. Les officiers ont tous gagné la croix de fer pendant la guerre actuelle. Ils sont destinés spécialement à la défense des voies ferrées et des télégraphes. Les deux premiers bataillons portent le nom de « chasseurs de la Lorraine ».

Dimanche, les Prussiens ont interdit aux habitants de Gisors de se montrer dans les rues, après neuf heures du soir. Les personnes qui sortent entre huit et neuf heures doivent être munies de lanternes. Personne ne peut quitter la ville entre cinq heures et demie du soir et sept heures du matin. Les hommes de 21 à 40 ans sont informés que s'ils quittent la ville, leurs maisons seront pillées et que de nouvelles contributions seront prélevées sur les habitants.

Cette recrudescence de sévérité est attribuée à deux prétendues tentatives d'assassinat. On a dit qu'un coup de pistolet avait été tiré sur un soldat prussien et un autre soldat s'est cru empoisonné par les gens chez qui il logeait; mais on a fini par découvrir qu'il avait lui-même enveloppé sa ration de viande dans un papier qui avait contenu des allumettes, il était donc seul responsable de son indisposition.

Le correspondant du *Daily-News* télégraphie de Berlin que les nouvelles de la guerre venant du front de l'armée sont confuses et contradictoires et qu'on éprouve dans cette ville beaucoup d'inquiétudes.

On écrit de Versailles, le 21 novembre, à la *Pall Mall Gazette*: « Nous sommes continuellement menacés d'une sortie monstre de Paris, et deux ou trois fois par semaine leurs Altesses Sérénissimes font faire leurs malles en toute hâte; tout le monde a la mine longue pendant 2 ou 3 heures, mais rien de décisif n'a encore eu lieu ».

On écrit de Versailles, 22 novembre, à la *Pall Mall Gazette*:

J'arrive petit à petit à la conclusion que les Prussiens, après tout, ne vont pas s'en remettre entièrement à la famine pour réduire Paris. Si la ville tient encore après la fin du mois, alors, je crois qu'en viendra à des mesures plus énergiques. Il est certain que les Prussiens étudient avec la plus gran-

de attention les variations de l'humeur des Parisiens. Ils ont établi ici une espèce de « club de généraux » où l'on voit tous les journaux de Paris de fraîche date, et ils lisent ces feuilles sans nouvelles avec fatigues la plus minutieuse. Personne ne peut supposer que la nation la plus économique du monde a fait transporter 2,000 canons autour de Paris rien que pour son plaisir. Je crois que von Moltke guette le moment où les Parisiens commenceront à désespérer, et alors une pluie d'obus tombera sur eux ».

Il est assez intéressant de pouvoir se rendre compte des ravages financiers occasionnés par la guerre dans les pays qui y sont directement engagés. Pour la France les éléments d'appréciation nous font, à cet égard, presque complètement défaut. Il n'en est pas de même pour l'Allemagne et l'on peut juger, par les quelques renseignements que nous reproduisons ci-après, de la perturbation jetée dans les affaires par les événements.

Ces renseignements ne paraissent pas toutefois trahir une situation critique. Au 30 juin 1870, l'encaisse de la Banque royale de Prusse était approximativement ce qu'il est aujourd'hui. Le portefeuille était supérieur de 40 millions seulement, la circulation des billets était à peine inférieure de 9 millions. Enfin les dépôts ont été réduits de 50 millions.

Les 24 banques locales prussiennes ont une situation aussi peu accusée: 10 millions de réduction d'encaisse sur 80 millions, 5 millions d'augmentation de portefeuille, 15 millions de réduction dans les billets, 18 millions de retraits de dépôts.

M. le comte de Giverville vient de s'engager dans les éclaireurs à cheval des volontaires de l'Ouest, sous les ordres du colonel de Charette.

M. le marquis de Champagny, petit-fils de M. le baron Amauri de la Grange, s'est également enrôlé comme simple volontaire.

On lit dans le *Courrier de l'Isère*:

Nous appelons tout particulièrement l'attention de nos lecteurs sur la séance du conseil municipal de Grenoble, dans laquelle a été discutée l'affaire de la statue équestre de Napoléon I^{er}. L'idée mirifique à laquelle on s'est arrêté mérite d'être connue de tout le monde et de passer à la postérité. La statue a été partagée en deux; la municipalité conserve le cheval, et dès à présent le cavalier sera détruit ou laissé à la disposition de M. le préfet. Comme on le voit, ce vote a été inspiré pas le jugement de Salomon, mais nous doutons qu'il donne au conseil municipal de Grenoble une réputation semblable à celle du roi d'Israël.

Si nous apprenons ce que la municipalité veut faire du cheval de Napoléon I^{er}, nous ne manquerons pas d'en informer nos lecteurs.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*).

Tours, vendredi 27 novembre.

L'opinion publique ne saurait réagir trop vivement contre la facilité naïve ou perfide avec laquelle certains gens accueillent ou propagent les nouvelles alarmantes. Il y a trois jours, dès le matin, le bruit se répandit qu'on se battrait au Mans où les Prussiens arrivaient en masses énormes. On sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur l'origine de cette rumeur: c'était l'écho de l'affaire de Dreux. Nous faisons l'appel au bon sens des citoyens, et les engageons d'autant plus à se défier des bavardages ou des alarmistes que, en ce moment même on parle de nouveau de la marche des Prussiens sur le Mans. Nous supplions aussi le gouvernement de couper court à toutes ces manœuvres en prouvant sa confiance dans l'esprit public et en communiquant tous les renseignements reçus sur les faits accomplis.

Depuis longtemps on n'avait plus entendu parler de M. Laurier: hier on nous a dit qu'il était retourné à Londres pour s'occuper de l'affaire de l'Emprunt. Le dernier mot n'est donc pas dit sur cette opération financière, et nous espérons que le gouvernement pourra, d'ici à quelques jours, démentir ce bruit calomnieux d'après lequel l'Emprunt aurait été négocié à 42 quand la rente était au dessus de 53.

Nous ne pouvons nous empêcher de protester contre le rôle que certains préfets entendent imposer aux instituteurs. Ceci ne concerne pas la défense nationale et nous sommes dès lors parfaitement à l'aise pour dire nettement ce que nous pensons.

Nous avons sous les yeux deux circulaires de préfets, donnant des instructions aux instituteurs relativement à la lecture du *Bulletin de la République*. L'un dit: « Lisez à haute voix et avec la gravité que comportent votre rôle et votre sujet. Si l'on vous demande de bonne foi quelques explications, vous pouvez les donner; mais prenez garde d'engager aucune discussion ».

Point de discussion, Monsieur le Préfet! vous croyez donc que ce que vous appelez le peuple assemblée écouterait cette lecture comme fait une classe d'écoliers qui redoutent la férule du maître? Vous croyez donc le paysan bien pauvre d'esprit! Est-ce que les marques d'approbation ou d'improbation seront interdites; et quelle peine sera édictée contre celui qui commentera le *Bulletin* et mettra par un trait malin les rieurs de son côté? Point de discussion! Mais on

discute tout aujourd'hui, les principes aussi bien que les hommes. Imosez les silence aux Cosaques, aux muets du Séraïl, mais aux Français n'y comptez jamais. Ne sont-ce pas d'ailleurs vos chefs de file qui se plaignent du silence qui a depuis vingt ans pesé sur l'esprit des populations?

Un autre préfet ordonne à l'instituteur, laïque ou religieux, de commencer chaque soir le cours d'adultes par la lecture du *Bulletin*. Autrefois, et peut-être cela se fait encore, dans nos lycées et nos écoles, on ouvrait la classe par une courte prière latine. Le *Bulletin de la République* remplacera la prière. Franchement nous aimons mieux le texte latin, que l'on écoutait peu ou point, que ce journal, que je le suppose, nous avons bien le droit de trouver médiocre sous bien des rapports et même inférieur à l'*Officiel* du célèbre Wittersheim.

Informez-vous, messieurs les préfets, et vous apprendrez que le *Bulletin* n'a, jusqu'à présent, pas même obtenu un succès d'estime; on ne le lit guère; dans chaque commune pénètrent d'autres journaux mieux informés, que chaque citoyen peut choisir à sa guise et qui n'ont pas cette prétention, qui choque le libre arbitre de chacun, de contenir la vérité indiscutable.

Nous avons encore présentes à la mémoire les éloquentes paroles prononcées par un membre de l'opposition à la tribune du Corps législatif. Il condamnait énergiquement le système qui transformait les instituteurs en agents politiques en meneurs électoraux. Nous voudrions pouvoir citer cette éloquentة protestation: elle aurait un merveilleux mérite d'actualité. Et nous en tirerons cette conséquence: qu'il y a quelque chose qui survit à toutes les commotions, à toutes les révolutions, c'est l'inconséquence humaine.

Cinq heures.

Nous recevons aujourd'hui deux documents officiels d'une haute portée et dont la publication simultanée nous permet de préciser nettement la situation, ce sont le discours du roi de Prusse et la proclamation du général Trochu.

Le discours du roi Guillaume lu à l'ouverture du Parlement prussien, à Berlin, respire l'immense orgueil de la victoire et un nouvel échantillon des doléances hypocrites du roi à l'endroit des malheurs de la France.

Cette fois ce n'est plus seulement le gouvernement impérial qu'il accuse d'avoir voulu la guerre, il prend soin d'affirmer que la guerre a été entreprise avec le consentement de toute la nation française. Il faut bien motiver la continuation de la lutte après la capitulation de Sedan.

Mais il y a une accusation perfide que le roi lance contre les hommes qui sont à la tête de la Défense nationale: il les accuse de n'avoir pas fait la paix pour conserver le pouvoir qu'ils avaient pris de leur propre autorité.

Quand les hommes qui sont à la tête de notre Gouvernement sont insultés par l'étranger, nous ne voulons pas savoir qui a tort et qui a raison, nous ne songons qu'à une chose, c'est que nous sommes Français et nous prenons sur nous une partie de l'outrage. Que le Gouvernement de la Défense nationale ait ou n'ait pas convoqué une Constituante, cela ne regarde qu'à nous; ce sont nos affaires; et si, dans un avenir prochain, la fortune des armes changeait, S. M. le roi Guillaume serait peut-être bien aise de recevoir la paix des mains de ces hommes qu'il outrage aujourd'hui. Le roi de Prusse proclame que la France n'est pas en état de continuer la lutte. Les faits lui donnent un solennel démenti, et son armée n'a pas encore osé s'avancer jusqu'à une portée de canon de ce Paris où il croyait entrer si facilement.

La proclamation du général Trochu est, à nos yeux, digne d'un chef d'armée et d'un grand citoyen. Nous avons fait ce que nous avons pu, dit-il. Ce serait commettre une grave erreur que de croire reconnaître dans cette proclamation une preuve de découragement; nous y trouvons au contraire l'expression d'une résolution énergique; et le jour où le général sera prêt il saura agir. Remarquez du reste que cette proclamation est datée du 14 novembre, et c'est seulement le 16 que l'on a connu à Paris la victoire qui attestait l'existence et la force de l'armée de la Loire.

Nous savons que la nouvelle de la reprise d'Orléans a été accueillie avec enthousiasme par la capitale; les ballons qui sont partis depuis et qui ont échappé aux Prussiens, nous apporteront sans doute des renseignements précieux sur ce qu'aura pensé Paris quand il aura appris qu'une grande armée française est si près de lui.

En attendant, défions-nous des nouvelles alarmantes que peuvent motiver les tentatives de diversions opérées par les Prussiens, et détous les bruits qui ont eu lieu dans le Maine et l'Orléanais.

M. Gambetta n'est pas encore revenu du Mans, c'est au moins une preuve que cette ville n'est pas menacée.

CH. CAHOT.

Lettres sur la guerre.

PREMIÈRE LETTRE. — J. N.

A Sa Majesté le roi Guillaume.

Sire,

Puisque les souverains de l'Europe ont été ceux qui ont reçu la mission de parler en leur nom, les ministres, les ambassadeurs, les personnalités constituées, en dignité, assistent silencieux et indifférents à la tragédie épouvantable où vous jouez à cette heure, au moins d'une manière ostensible, le premier rôle, souffrez qu'une voix inconnue, sortant des profondeurs de la forêt, comme un écho de la conscience publique, essaie de plaider devant vous la cause de la justice, de l'humanité, de la civilisation, et d'effacement de laissons par les grands de la terre.

Je n'invoquerai point contre le but que vous poursuivez dans cette guerre, et contre les moyens par lesquels vous et vos conseillers vous vous flâtiez de l'atteindre, les raisons que pourrait me suggérer l'esprit philosophique de notre siècle, les plus incontestables du droit international, les opinions des publicistes les plus accrédités de votre propre pays. Je sais que la philosophie, le droit, l'autorité de la science, les exemples fournis par la conduite d'autres exercent une faible influence sur vos décisions souveraines. Personne, comme ne les principes du moyen âge, que votre pouvoir vient de Dieu, vous méprisez les conseils de la sagesse humaine et vous affichez de puiser toutes vos inspirations à une source surabondante. Vous avez introduit dans la politique le langage de la théologie; vous parlez comme un apôtre couronné à qui le Très-Haut aurait confié la mission de réaliser son règne sur la terre; on va même jusqu'à vous attribuer des sermons où vous combattez la France avec le texte de saint Luc; pendant que vous gênez aux la foudroyant avec vos mitrailleuses et vos canons d'acier. Voyons donc comment cet ardent amour de la religion se soutient dans votre conduite de roi; examinons si les leçons de l'Evangile tiennent autant de place dans vos actes qu'ils dans vos discours.

Le premier précepte de l'Evangile, et non seulement de l'Evangile, mais de la loi naturelle et de la plus vulgaire morale, c'est de respecter la vérité, c'est d'être sincère avec soi-même et avec les autres. Ce précepte, l'avez-vous rempli envers nous, Sire? Vous avez annoncé solennellement, avant l'ouverture des hostilités, que vous ne faisiez pas la guerre à la France, mais à l'Empereur Napoléon III. Voilà bientôt deux mois que l'Empereur Napoléon est tombé captif entre vos mains, et la guerre, malgré les offres de paix qui vous ont été faites par le nouveau gouvernement, continue contre la France avec une furie qui paraît s'accroître chaque jour. Vous connaissez l'histoire d'Amalio et de Saphire. Voilà un mensonge qui nous paraît aujourd'hui presque innocent; l'apôtre inflige la peine de mort à deux membres obscurs de l'Eglise naissante. Il n'est pas permis de supposer qu'il aurait été moins sévère envers un souverain qui a violé la foi du monde sa parole royale, sachant qu'il encoûterait à deux nations chrétiennes, plusieurs centaines de milliers de vies innocentes.

En admettant, ce qui est loin d'être démontré et ce que l'histoire impartiale ne manquera pas certainement de démentir un jour, que votre adversaire ait été l'agresseur, maintenant qu'il est sous vos pieds et que la France est allée vers vous au ramage d'olivier à la main, qu'est-ce qui vous retient dans cette œuvre de carnage? Le Dieu de l'Evangile que vous faites profession de servir, non-seulement comme homme, mais comme prince, ce n'est pas le Dieu de la guerre, ce n'est pas le Dieu des armées, c'est le Dieu de la charité et de la paix, le Dieu de l'amour et de la concorde.

On ne saurait, sans doute appliquer à cet Etat les mêmes règles d'abnégation que la parole évangélique prescrit aux individus. Menacé dans son indépendance ou blessé dans son honneur, un peuple et par conséquent le souverain qui le représente ne peut pas tendre la joue gauche après avoir été frappé sur la joue droite. Leur premier devoir, parce que c'est la condition même de leur existence, est de repousser la force par la force et de poursuivre la réparation des injures qu'ils ont souffertes. Les guerres défensives, tant qu'on n'aura pas fondé, au moins par la portion la plus éclairée du genre humain, l'arbitrage des nations, seront donc toujours légitimes. Mais il n'en est pas de même des guerres d'ambition, des guerres de conquête pareilles à celle que vous faites en ce moment à notre pays. Celles-là, le plus grand docteur de l'Eglise, Saint-Augustin les a qualifiées comme elles le méritent en les appelant un métier de brigand exercé sur une grande échelle. (1)

Le but avoué par Votre Majesté, ou ce qui revient au même, par le chancelier de vos Etats, est de conquérir le Nord, c'est-à-dire pas la conquête de la Lorraine et de l'Alsace? Or, nous ne sommes plus au temps où une nouvelle province ajoutée à un royaume ne représentait exactement qu'une extension de territoire, parce que les peuples courbés par un joug uniforme ne saient avec indifférence, d'un maître à un autre; en se demandant comme l'âne de la fable, si on leur ferait porter double bât. Aujourd'hui que, grâce à la Révolution de 89, le sentiment de la dignité humaine, l'attachement du citoyen à ses devoirs et à ses droits, se sont éveillés dans toutes les classes de la société française, la conquête de la Lorraine et de l'Alsace voudrait dire la conquête des Lorrains et des Alsaciens. Ce sont donc des hommes, ce sont des créatures formées à l'image de Dieu, que vous voulez faire entrer par la force, comme un vil troupeau, dans votre bercail germanique.

Mais, direz-vous, je ne fais que les rendre à leur première patrie, puisque le sol sur lequel ils vivent appartenait autrefois à l'empire d'Allemagne. Si c'est ainsi, rendez donc à l'Autriche la Silésie, que votre aïeul Frédéric II lui a prise; rendez à la Pologne où à sa propre autonomie le duché

(1) Grande Intercinisme.